

44583

FEB 15 1973

COMMISSION DES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES,

DIRECTION GENERALE  
AFFAIRES SOCIALES

COMMISSION GENERALE DE LA SECURITE  
ET DE LA SALUBRITE DANS  
LA SIDERURGIE

Adoption et emploi régulier  
des moyens individuels  
de protection

LIBRARY

Luxembourg — 1971

CECA 778

CECA: 778





COMMISSION DES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE  
AFFAIRES SOCIALES



# COMMISSION GENERALE DE LA SECURITE ET DE LA SALUBRITE DANS LA SIDERURGIE

Adoption et emploi régulier  
des moyens individuels  
de protection

**LIBRARY**  
EUROPEAN COMMUNITY  
INFORMATION SERVICE  
WASHINGTON, D. C.

Luxembourg — 1971



La Commission générale est heureuse de présenter les conclusions du groupe de travail "Organisation de la prévention" sur l'adoption et l'emploi régulier des moyens de protection individuelle.

Le but que poursuit le présent document est de situer l'ensemble des actions nécessaires pour obtenir que ces moyens de protection soient effectivement portés dans la mesure où ils sont nécessaires. Il ne convient pas en effet que le port de ceux-ci soit rendu obligatoire, sans que les risques vis-à-vis desquels ils protègent soient vérifiés, sans avoir recherché et sélectionné les modèles les plus adéquats, sans avoir établi entre direction et représentants des travailleurs une convention relative aux mesures à prendre en cas de non-utilisation, sans avoir préparé les travailleurs par une action psychologique apportant les motivations suffisantes, sans avoir pris une série de dispositions pratiques propres à valider la consigne et à assurer son respect.

Par moyens individuels de protection, le groupe de travail entend l'ensemble des équipements que peut porter le travailleur pour se protéger des risques que son travail comporte.

Pour supprimer le risque d'accident, il est souhaitable d'examiner si l'on peut, dans l'ordre de préférence ci-après :

1. - supprimer le danger (par exemple remplacer une substance dangereuse par une autre qui ne l'est pas);
2. - éloigner l'homme du danger (par exemple, au moyen de commandes à distance);
3. - placer un écran entre le danger et l'homme :
  - a - aussi près que possible du risque (par exemple, garant, carter ou autre protection matérielle);
  - b - plus proche du travailleur (par exemple, placer le travailleur dans une cabine);
  - c - à l'aide de moyens individuels de protection.

Dans cette échelle de valeur, plus on est près du sommet, plus la mesure envisagée est efficace, durable et collective.

Toutes ces méthodes ne sont pas exclusives les unes des autres. Elles gagnent souvent à être employées simultanément et dans certains cas, elles doivent l'être.

Il faut également noter que certains moyens individuels de protection peuvent causer une gêne et même parfois la réticence de ceux qui doivent les porter.



Avant d'aborder l'étude des moyens à employer pour convaincre les travailleurs de porter des équipements individuels de protection, il convient d'abord de s'assurer que les équipements dont on désire généraliser le port par l'ensemble du personnel ou une catégorie de celui-ci sont bien adaptés à la fois à la prévention du risque et à la commodité du travailleur.

Ces deux derniers critères sont assez souvent en opposition et le moyen de protection à adopter sera le meilleur compromis entre les deux. Il sera souvent utile d'ailleurs, de proposer pour un même travail à un même poste, quelques modèles ou types d'équipement d'efficacité égale, mais laissés au choix des travailleurs.

De l'avis du groupe de travail, les moyens individuels de protection doivent être confiés personnellement à chaque travailleur concerné ou sinon désinfectés chaque fois qu'il est appelé à changer d'utilisateur.

Par ailleurs, les moyens de protection individuelle doivent être adaptés aux dimensions et aux formes physiologiques de ceux à qui ils sont destinés.

Obtenir du personnel le port généralisé d'un moyen de protection individuelle alors qu'auparavant cette protection n'était pas demandée revient à changer les habitudes. Pour y aboutir, il est nécessaire de prendre une série de dispositions que le groupe de travail a établi dans l'ordre chronologique et que l'on trouvera ci-après. Il a été indiqué entre parenthèses, le niveau hiérarchique ou l'organe qui de l'avis du groupe devrait assurer l'action indiquée.

1. Analyse des risques, prise de décision de principe

- 1.1. Etudier les risques propres à chaque poste de travail (collaboration du service de production intéressé et du service de sécurité)
- 1.2. Collecter les données relatives aux accidents survenus, notamment : fréquence, gravité, nature des lésions (service de sécurité ou de statistiques.)
- 1.3. Informer la direction, les cadres et les représentants des travailleurs, sur l'ensemble des éléments recueillis (service de sécurité en ce qui concerne l'information de la direction et direction en ce qui concerne l'information des autres catégories)
- 1.4. Confier l'analyse de ces éléments au service et au comité de sécurité ainsi que la recherche des solutions appropriées (direction)
- 1.5. Informer la direction, les cadres supérieurs et les représentants des travailleurs sur les résultats de cette analyse et de cette recherche (service et comité de sécurité)
- 1.6. Décider du principe de l'adoption de moyens de protection individuelle (la direction ou l'organe légalement compétent, sur base des avis recueillis de la part des instances citées ci-avant)

2. Recherche et sélection des modèles de moyens individuels de protection qui seront mis à la disposition des travailleurs

- 2.1. Rechercher parmi les modèles existants sur le marché ceux qui présentent l'ensemble des qualités requises (résistance, adaptabilité, confort, etc.)



- 2.2. Faire effectuer, avec les modèles sélectionnés, des essais en les faisant porter par quelques travailleurs et des membres de la maîtrise, de manière à s'assurer qu'ils présentent l'ensemble des qualités désirables (service et comité de sécurité, service de production intéressé)
- 2.3. Déterminer les modèles parmi lesquels le personnel pourra choisir (service et comité de sécurité, service de production intéressé)

### 3. Etablissement d'une convention

- 3.1. Rechercher en commun entre direction et représentants des travailleurs, une convention relative aux mesures à prendre dans les cas où les moyens individuels de protection ne seraient pas utilisés. Ces mesures valent de la même manière pour les cadres, la maîtrise et les travailleurs.

### 4. Préparation de l'action

- 4.1. Informer les cadres, la maîtrise et les travailleurs intéressés des décisions prises et sous une forme compréhensible et attrayante, des raisons de celles-ci. Cette information doit se faire conjointement par la direction et les représentants des travailleurs.
- 4.2. Prévoir un approvisionnement suffisant, tenant compte éventuellement de la nécessité de distinguer certaines catégories de travailleurs (secouristes, nouveaux embauchés, etc.) ou des aspects médicaux (protection des yeux par exemple).

- 4.3. Prévoir l'organisation du nettoyage, de l'entretien et de la réparation des moyens de protection individuelle.
- 4.4. Créer le climat favorable dans le secteur intéressé, notamment :
  - 4.4.1. en délimitant clairement les zones où le moyen individuel de protection doit être porté (1), à l'aide de panneaux d'injonction de préférence conçus pour être compris par les travailleurs étrangers, ou en signalant de manière bien apparente, les activités concernées ;
  - 4.4.2. en mettant en place des affiches de sécurité ou en mettant en oeuvre tous autres moyens de propagande (par exemple, en exposant un moyen individuel de protection qui a évité des conséquences graves lors d'un accident) ;
  - 4.4.3. en exposant les modèles disponibles ou leurs photos ;
  - 4.4.4. en indiquant où et quand on peut se procurer les moyens individuels à utiliser ;
  - 4.4.5. en organisant, au besoin, la remise du moyen de protection aux visiteurs ;
  - 4.4.6. en donnant le droit à tous les travailleurs d'avertir le visiteur, qui n'utilise pas le moyen individuel, que son comportement est dangereux et, en cas de besoin, d'alerter le chef hiérarchique pour qu'il intervienne ;
  - 4.4.7. en prenant les dispositions propres à imposer au personnel des entreprises extérieures, le port du moyen individuel de protection.
- 4.5. Distribuer les moyens individuels de protection à l'ensemble du personnel concerné, cadre et maîtrise compris.

---

(1) Eventuellement, si à l'intérieur de ces zones, certains travaux ne doivent pas être effectués à l'aide du moyen individuel de protection, les mesures adéquates seront prises.

5. Lancement de l'action

- 5.1. Faire démarrer l'action à la date fixée.
- 5.2. A partir de ce jour, toutes les personnes exposées aux risques vis-à-vis desquels le moyen de protection individuelle est prévu, doivent le porter.

Cette obligation peut concerner suivant les cas :

- les travailleurs du service,
- les responsables du département,
- les travailleurs d'autres services ou d'autres entreprises travaillant momentanément dans le service, ainsi que leurs supérieurs hiérarchiques,
- les membres de la direction,
- les visiteurs.

6. Suites de l'action

- 6.1. Veiller au respect de la consigne d'emploi des moyens de protection individuelle. S'il y a lieu, mettre en oeuvre les procédures prévues par la convention (voir 3.1.).
- 6.2. Donner d'emblée, dans le cadre de la formation fournie aux nouveaux venus dans le service (nouveaux embauchés, travailleurs mutés, personnel en régie, nouveau personnel de maîtrise et de cadre), une instruction approfondie sur la motivation de l'obligation du port des moyens de protection individuelle et les doter de ces moyens.
- 6.3. En cas de travaux effectués par une entreprise étrangère à l'usine, celle-ci et l'entreprise sidérurgique conviennent des voies et moyens à adopter pour que l'entreprise étrangère fournisse à ses propres travailleurs une instruction analogue à celle prévue au point 6.2..

- 6.4. Lorsque l'atelier subit des modifications techniques et / ou d'organisation, revoir et adapter en conséquence le règlement relatif aux moyens de protection individuelle.
- 6.5 Poursuivre les actions de propagande en vue de maintenir la motivation et l'intérêt du personnel par :
- la publication d'informations sur les accidents lors desquels des blessures ont été évitées par la protection individuelle,
  - l'appel à des comparaisons entre les risques de l'atelier et les risques de même blessure de la vie privée (circulation routière, vie domestique, activités récréatives, sports, etc.),
  - l'échange d'expériences (visites d'expositions de sécurité permanente ou temporaire, visites d'usines, contacts entre comités de sécurité, etc.),
  - l'utilisation de disques, films, diapositives, affiches, publications et autres moyens de propagande.
- 6.6. Reprendre périodiquement la propagande en variant les moyens et les méthodes d'action.

Membres du groupe de travail "Organisation de la prévention"  
Mitglieder der Arbeitsgruppe "Organisation der Unfallverhütung"  
Membri del gruppo di lavoro "Organizzazione della prevenzione"  
Leden van de werkgroep "Organisatie van de ongevallenpreventie"

---

DEUTSCHLAND

R. Bark	Stellvertretender Geschäftsführer Wirtschaftsvereinigung Eisen- und Stahlindustrie 4 Düsseldorf
H. Becker	Abteilungschef - Hauptsicherheitsingenieur Röchling'sche Eisen- und Stahlwerke GmbH 6620 Völklingen / Saar

BELGIQUE

C. Hubert	Chef du service sécurité et hygiène S.A. Cockerill 4210 Tilleur
-----------	---

FRANCE

J.M. Cavé	Directeur du service hygiène et sécurité U.I.M.M. 75 Paris
-----------	--

ITALIA

E. Annone                      Capo Ufficio Sicurezza del Lavoro  
Soc. Fiat Ferriere  
10149 Torino

D. Sordo                      Ing., Dirigente del Centro  
Prevenzione Infortuni  
Falck  
20121 Milano

LUXEMBOURG

E. Schmit                      Ingénieur, Chef des services de sécurité  
Arbed  
Luxembourg

NEDERLAND

L.P.A. Van Pol                Chef van de Veiligheidsdienst  
Koninklijke Nederlandsche Hoogovens  
en Staalfabrieken N.V.  
IJmuiden

UNITED KINGDOM

R. Barry                      Manager of the Accident Prevention Section  
British Steel Corporation  
London S.W.1

SVERIGE

I. Söderlund                Secretary  
Joint Industrial Safety Council  
11359 Stockholm





